

COMMISSION FAMILLE, EDUCATION AUX MEDIAS

COMMISSION FAMILLE, EDUCATION AUX MEDIAS

Synthèse du Rapport

*« Construire une politique structurée d'éducation aux médias pour
tous »*

Juin 2009

La Commission Famille, Education aux médias, composée de représentants des associations et d'institutions publiques, ainsi que de professionnels des médias, a été installée le 4 mars 2009 par Madame Nadine MORANO, Secrétaire d'Etat chargée de la Famille.

La Commission s'est tout d'abord attachée, grâce à de nombreuses auditions, à cerner l'évolution des modes de consommation des médias par les jeunes, caractérisée par la montée d'internet. Ces nouveaux supports amplifient des problématiques déjà présentes pour les médias traditionnels : les questions relevant de la protection de l'enfance – l'exposition aux contenus choquants, pornographiques, de très grande violence –, l'impact sur la socialisation et la concentration – notamment en milieu scolaire –, les phénomènes d'addiction, la question de la fabrique de l'information et des sources..., prennent une dimension accrue. A cela s'ajoutent des problématiques nouvelles, touchant à la manipulation des données et à leur utilisation par des tiers, ou encore au respect de la législation, concernant les droits d'auteur et la vie privée. Mais l'évolution la plus importante concerne l'indépendance de plus en plus grande des enfants vis-à-vis des parents dans leur consommation de médias : internet est un terrain plus difficile à restreindre et les parents se sentent dépassés par leurs enfants au niveau de leurs propres compétences. Savoir utiliser ces nouvelles technologies ne signifie certainement pas les maîtriser, connaître les règles de leur bon usage, les analyser. La relation entre parents et enfants autour des médias doit donc être rééquilibrée, grâce à une politique active en direction des familles.

Après avoir établi ce premier diagnostic, la Commission a distingué les objectifs qui devaient être assignés à l'éducation aux médias dans ce nouveau contexte : d'une part, renforcer la protection de l'enfance à proprement parler, non seulement en mettant à la disposition des familles des outils de protection, mais aussi en leur apprenant à s'en servir, et plus largement en aidant les parents à mieux connaître et comprendre les usages de leurs enfants ; d'autre part, développer l'approche civique et sociale de l'éducation aux médias, absolument nécessaire dans un univers de flux d'informations immédiates, d'apparence non hiérarchisées, non respectueuses parfois de l'individu et du droit. Une telle éducation est nécessaire à la construction individuelle comme sociale et civique des jeunes. La Commission a privilégié cette large approche de l'éducation aux médias, la seule capable de répondre aux enjeux du développement des nouveaux médias. C'est aussi une approche qui responsabilise davantage les familles, parents et jeunes, et qui correspond mieux au développement d'une consommation de plus en plus individualisée, où l'enfant est souvent seul face à son écran et doit donc bénéficier d'une formation renforcée – celle que notamment ses parents lui auront transmises, à condition d'être eux-mêmes en mesure de le faire.

Tous les professionnels des médias auditionnés ont conscience de la nécessité de renforcer la protection de l'enfance sur les nouveaux supports, mais la plupart se limitent à cet aspect très réducteur de l'éducation aux médias. En plus de la mise en place d'outils techniques, de filtrage, de modération, qui peuvent se révéler inefficaces s'il n'existe pas de formation à leur usage, cette appétence se traduit par quelques

initiatives individuelles, qui, si elles ne sont pas dépourvues d'intérêt, ne correspondent certainement pas à la volonté de construire une politique d'éducation aux médias pouvant toucher toutes les familles. Parallèlement à cette demande éclatée de la part des professionnels, il apparaît que les ressources en éducation aux médias sont elles aussi très parcellaires, malgré leur qualité. De nombreuses initiatives existent pourtant en la matière, qu'elles soient portées par l'Education nationale, par des associations, ou par les institutions publiques de l'audiovisuel. Ces initiatives ne sont pas assez relayées, pas assez coordonnées et ne constituent pas une offre lisible et accessible pour toutes les familles : une politique globale est nécessaire.

C'est dans cette direction qu'a travaillé la Commission pour bâtir ses propositions. Celles-ci s'adressent en premier lieu à la Secrétaire d'Etat chargée de la Famille, à l'origine de cette Commission, mais elles concernent également d'autres ministères et institutions, dans la mesure où il s'agit d'un sujet interministériel, qui nécessite une mobilisation générale. C'est pourquoi elles sont organisées autour de la création d'une nouvelle gouvernance, avec une Fondation Famille, Education aux médias dont le rôle est d'appliquer une politique structurée et ambitieuse de généralisation de l'éducation aux médias, en mettant en regard les ressources, les vecteurs et les publics visés. Le portail internet géré par la Fondation est l'outil essentiel pour mettre en œuvre cette généralisation. A partir de cette structuration, la Commission a travaillé dans trois directions : le développement des actions d'éducation aux médias en dehors de l'école, en impliquant davantage et mieux les familles, le renforcement de cette politique à l'école, en plus grande adéquation avec les nouvelles technologies, et enfin un plus grand volontarisme dans la protection de l'enfance sur internet, avec la mise à disposition conjointe d'outils techniques et d'outils de formation.

L'élan qui est né ne doit pas s'arrêter : c'est pourquoi il apparaît fondamental de mener une politique publique structurée et de poursuivre le fructueux échange entre tous ceux qui participent activement à l'éducation aux médias et croient à son importance croissante pour notre société, afin de réussir cette étape de généralisation, de sensibilisation, d'information et de formation de toutes les familles à un enjeu majeur pour la vie quotidienne comme pour la citoyenneté.

AXE I : Structurer et renforcer l'offre en éducation aux médias

Proposition n°1 : Création d'une Fondation Famille, éducation aux médias

Pour changer d'échelle, et assurer pérennité et stabilité à l'éducation aux médias dans sa phase de développement national, la Commission propose de créer deux instances complémentaires, garantissant la cohérence de cette politique publique, avec un programme national interministériel, et la participation active de tous les partenaires, avec la création d'une Fondation associant secteur public, secteur privé et société civile. Cette Fondation, de financement mixte, aurait un rôle opérationnel, avec trois missions principales : recherche, éducation/formation, opérations (sensibilisation, production d'outils, évaluation des outils...). La Fondation rassemblerait les institutions publiques, les associations, les chercheurs, les professionnels des médias et des réseaux (télévisions et radios publiques comme privées, fournisseurs d'accès à internet, sites et portails internet,...) qui le souhaiteraient.

La mission de la Fondation serait multiple :

- constituer un Observatoire de l'éducation aux médias ;
- financer la recherche en éducation aux médias ;
- faire émerger des ressources validées d'éducation aux médias, disponibles pour le plus grand nombre ; soutenir des actions, d'information, de communication, notamment des différents médias, des collectivités, des associations, que ce soit par l'expertise ou le financement de nouvelles ressources, grâce à un fonds et par des appels d'offres publics ; les actions de formation seraient également soutenues ;
- être un lieu de dialogue, servir de lien entre la recherche, l'associatif, les professionnels participant à la Fondation... ; les professionnels des médias, impliqués sur le long terme dans la Fondation, pourront ainsi construire une véritable politique d'information et d'éducation aux médias, en bénéficiant de l'expertise nécessaire ;
- faire le lien avec les actions mises en œuvre au sein de l'Education nationale.

Proposition n°2 : Création d'un portail consacré à l'éducation aux médias, rassemblant les ressources utilisées sur tous les supports

La conception et le financement de ce portail serait réalisée au niveau de la Fondation. Son objectif serait d'offrir aux parents, enseignants, associatifs, mais aussi aux enfants, et aux professionnels des médias, des ressources adaptées, outils à télécharger, supports audiovisuels, déclinables en kit de formation, en ajouts sur des sites internet (briques)...

Il comporterait trois parties : une partie comportant les ressources validées dans le cadre du Programme national d'éducation aux médias, classées par thèmes ; une partie offrant des liens et des contenus de sites partenaires (associations, professionnels réalisant des émissions ou des articles sur le sujet) ; une partie visant à l'écoute partagée.

Le contenu de ce site serait ainsi destiné, dans sa première partie, à être repris par tous les professionnels des médias (audiovisuel, internet, presse), les associations, mais aussi les équipementiers (sous forme d'une Charte de bons conseils comprise dans les emballage), comme une ressource efficace, ayant bénéficié d'un conseil scientifique et pédagogique. Il serait alimenté, dans sa seconde partie, par les productions de ces mêmes professionnels, associations,...., offrant à tous un relais efficace.

Une articulation avec la ligne Net Ecoute 0820 200 000 doit être pensée.

Proposition n°3 : Lancement de la Journée Famille et médias, à la suite de la Semaine de la presse et des médias dans l'école
--

L'objectif de cette Journée est de faire mieux connaître aux jeunes, mais aussi aux adultes, les médias, leurs possibilités, leur fabrication, leur fonctionnement, mais aussi leurs risques, grâce à une forme ludique, tout en faisant passer des messages importants d'éducation aux médias à tous les membres de la famille. Elle aurait lieu le week-end qui suit la Semaine de la presse et des médias dans l'école, pour une bonne préparation des enfants et un véritable ancrage pédagogique. Les écoles pourraient d'ailleurs accueillir des manifestations dans le cadre de cette Journée.

Cette Journée serait l'occasion de visiter l'ensemble des médias, nationaux, régionaux, sur tous les supports. Des animations, dont les kits seraient proposés à des réseaux associatifs ou à des collectivités territoriales, seraient mises en place pour apprendre à se servir des médias et d'internet, respecter la vie privée, ne pas surconsommer ... Par exemple, un kit de jeux tv autour de la télévision, de la radio, de l'internet, pourrait être mis à disposition des centres de loisirs, des écoles, des médiathèques, des clubs de jeux tv,... L'initiation à la création serait encouragée ; des prix viendraient récompenser les créations audiovisuelles les plus réussies sur le thème du bon usage des médias.

La Fondation assurerait la supervision de la manifestation, en lien avec les différentes institutions, les associations, les collectivités locales....

Au vu de l'étendue des sujets d'éducation aux médias, une thématique particulière pourrait être déterminée chaque année au niveau de la Fondation, afin de garantir une plus grande efficacité pédagogique de cette journée.

Proposition n°4 : Créer un réseau européen d'éducation aux médias
--

La France pourrait proposer la création d'une Alliance européenne pour l'éducation aux médias, qui, sur la base de la définition large de l'éducation aux médias portée par l'Union européenne, mettrait en avant les pratiques les plus intéressantes et soutiendrait par des appels d'offres le lancement de nouveaux programmes.

Une initiative pourrait également être lancée au niveau international à l'occasion du vingtième anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant.

AXE II : Mieux sensibiliser les familles en dehors de l'école

Proposition n°5 : Développer des actions de formation en direction du monde de la famille, des professionnels de l'enfance et des parents
--

1/ Poursuivre le travail de formation des professionnels de la famille, notamment en mobilisant les réseaux et les équipements (CAF, REAAP, Points info-famille, médiathèques, UDAF...).

2/ Afin de prendre en compte l'objectif de prévention dès le plus jeune âge, la formation initiale des assistantes maternelles comprendraient un module d'éducation aux médias.

3/ Plusieurs villes pilotes pourraient choisir d'expérimenter des activités ludo-éducatives autour de l'éducation aux médias dans leurs centres de loisirs, avec des animateurs formés spécifiquement.

4/ Les différents acteurs du monde de la famille, et notamment la CNAF, pourraient mobiliser leurs supports de communication dans le but de relayer une campagne d'éducation aux médias portée par la Fondation,

5/ Des formations à l'éducation aux médias pourraient être proposées à tous les parents. La formation serait gratuite pour les parents, ce qui nécessite un financement, soit public, soit par le biais de la Fondation, des différents organismes ou associations qui pourraient être habilités à la dispenser. Cette formation pourrait être dispensée dans les écoles notamment, dans le cadre de la Journée Famille et médias.

Proposition n°6 : Accroître l'offre du service public de l'audiovisuel sur tous les supports

1/ Traduire la mission d'éducation aux médias du service public de l'audiovisuel dans les faits avec :

- un magazine autour de l'éducation aux médias ;
- une émission d'information et de décryptage à destination des enfants.

France Télévisions et Radio France pourraient proposer ces deux émissions, et les relayer sur tous les supports.

2/ Ces programmes, ainsi que les émissions réalisées par les télévisions lycéennes (cf. proposition n°12), et différentes ressources en d'éducation aux médias, pourraient être mieux exposées grâce à la création d'une véritable chaîne de télévision du service public consacrée à la découverte des médias, avec une visée éducative et ludique à laquelle tous les acteurs, associations, parents, jeunes, institutionnels, pourraient participer. Cette chaîne, serait diffusée notamment sur les nouveaux supports (web, mobile, iptv...).

3/ La création d'une plateforme publique d'expression partagée, sans publicité, offrirait aux jeunes un espace régulé et accompagné pour découvrir ces nouvelles formes d'expression que sont les blogs, pages personnelles, chat, portfolio... Elle constituerait une norme de référence, que la France pourrait d'ailleurs porter au niveau européen.

Cette plateforme serait déclinée sous forme de « brique » que les différents sites très fréquentés par les enfants et les adolescents seraient incités à reprendre lorsqu'ils veulent créer un espace de blog, chat....

Proposition n°7 : Encourager au développement de contenus d'éducation aux médias sur tous les supports privés

Les médias privés devraient également jouer un rôle important en matière d'éducation aux médias, avec le concours scientifique de la Fondation.

1/ Les chaînes de télévision et de radio privées pourraient désigner chacune un référent « éducation aux médias », contact de la Fondation, et définir un engagement annuel d'actions sur ce thème sous le contrôle du CSA. Les chaînes qui ont un large public d'enfants pourraient être spécifiquement incitées à produire ce type d'émission, bénéficiant d'un fonds de concours de la Fondation.

2/ Ce dispositif pourrait être élargi aux sites internet présentant largement des contenus audiovisuels, avec le concours du Forum des droits sur l'internet.

3/ La presse, notamment jeunesse, pourrait également être sollicitée au travers de partenariats avec la Fondation, de même que les éditeurs d'ouvrages scolaires.

Proposition n°8 : Progresser vers une signalétique uniforme pour les contenus audiovisuels

La signalisation des programmes est un support nécessaire pour les parents. Or ce système qui existe en télévision est pour l'instant absent pour d'autres contenus audiovisuels, et son exposition doit être globalement améliorée.

1/ L'amélioration de l'utilisation de la signalétique en télévision passe par :

- le maintien du pictogramme « déconseillé aux moins de 10 ans » tout ou long des programmes ;
- l'apparition systématique de la signalétique dans les pages de programme TV de la presse, ainsi que sur les sites internet ;

2/ Cette signalétique devrait être rendue impérative en vidéo à la demande et télévision de rattrapage, sujet sur lequel travaille le CSA.

3/ Les programmes signalisés en télévision devraient être fournis avec le pictogramme correspondant à l'ensemble des hébergeurs, tels les sites de partage de vidéos.

4/ En radio, la signalétique actuelle fondée sur des horaires de diffusion serait adaptée à la consommation délinéarisée, avec l'apposition d'un pictogramme à côté des podcasts.

AXE III : Adapter sans cesse l'éducation aux médias au sein de l'école aux nouveaux modes de consommation des médias et des services information et de communication associés

Proposition n°9 : Faire de l'éducation aux médias un cursus obligatoire dans le cadre de l'Education nationale

1/ L'éducation aux médias doit devenir un véritable cursus obligatoire, à l'école primaire, au collège, au lycée, avec plusieurs dizaines d'heures d'enseignement. La maternelle ne doit pas être oubliée avec une découverte des médias et de l'image. L'éducation aux médias sera assurée au niveau collège et lycée par les professeurs documentalistes dont le rôle pivot serait réaffirmé et la formation aux nouveaux enjeux d'internet améliorée. Le CLEMI verrait son rôle réaffirmé dans ce cadre, avec la formation obligatoire de tous les enseignants à l'éducation aux médias.

2/ Le B2I (brevet informatique et internet) devrait faire l'objet d'une évaluation obligatoire à différents niveaux et être totalement repensé, en phase avec les usages des élèves: au-delà des aspects « techniques », il devra surtout former aux bons usages et aux règles de civilité du monde numérique.

3/ La question des moyens mis en support de cette politique doit être abordée, que ce soit en termes d'équipement des CDI, de généralisation des « tableaux numériques » dans les classes ou concernant les droits d'accès des établissements scolaires aux contenus audiovisuels.

Proposition n°10 : Davantage ouvrir l'école aux parents en matière d'éducation aux médias

Renforcer les rencontres parents, enseignants, enfants autour des médias apparaît comme une nécessité. Pour cela, une commission média pourrait être créée dans chaque école maternelle et élémentaire pour réunir les associations de parents d'élèves et les enseignants autour de la problématique des médias. La Journée Famille et médias pourrait également être un moment privilégié pour ouvrir les établissements scolaires.

Proposition n°11 : Valoriser la recherche en éducation aux médias et la formation de spécialistes
--

La recherche française en éducation aux médias occupe une place importante au niveau international, sans qu'elle bénéficie toujours de la reconnaissance et du soutien financier appropriés au plan national.

- 1/ La mise en place de la Fondation permettrait d'accroître les financements, d'origine privée et publique, de la recherche comme de l'édition et de la diffusion des travaux.
- 2/ L'accueil de chercheurs en résidence devrait être développé, dans les institutions publiques, et chez les professionnels des médias.
- 3/ La création d'un réseau de pôles d'excellence d'enseignement et de recherche autour du thème Médias et enfance devrait être soutenue ; elle permettrait de développer davantage certains thèmes de recherche comme l'impact des médias sur les enfants ou l'évaluation des ressources de formation.
- 4/ Le master professionnel « ingénierie de l'éducation aux médias » pourrait être développé, afin de former davantage de spécialistes.

Proposition n°12 : Encourager les jeunes à être créateurs de médias
--

Il convient d'aider les lycées à ouvrir des « studios médias » intégrant télévision, radio, journal et site web, afin de renforcer la compréhension des médias par les élèves en leur donnant la possibilité de vivre leur fabrique de l'intérieur. En étant acteurs des médias, les jeunes apprennent à les maîtriser par l'acquisition de compétences spécifiques et, s'ils sont accompagnés en ce sens, à exercer leur esprit critique. La participation au « studio média » est un atout évident dans le parcours scolaire.

Cette création pourrait être facilitée et rendue moins onéreuse par :

- la mise à disposition aux lycées candidats d'un mode d'emploi pratique et pédagogique, assorti d'une courte formation pour le professeur en charge ;
- l'utilisation de l'ancien matériel « pro » des télévisions et des radios, notamment publiques, quand il est remplacé ;
- la création d'une plate-forme de diffusion sur internet ;
- la mise en place d'une subvention du Ministère de l'Éducation nationale pour chaque lycée dont le projet serait retenu, avec une mobilisation des Conseils régionaux ;
- la création d'une « carte de presse lycéenne » ;
- l'évaluation des travaux des élèves réalisés dans ce cadre compterait pour le Bac.

L'objectif d'un lycée pilote par région semble atteignable rapidement, avec un support important des antennes régionales de France 3.

Si un tel projet n'est applicable qu'au niveau lycée, cela ne veut pas dire que les autres niveaux doivent être oubliés, avec une utilisation encadrée des moyens audiovisuels.

AXE IV : Accompagner le renforcement de la protection de l'enfance et de la jeunesse sur internet

Proposition n°13 : Renforcer l'information des utilisateurs d'internet, parents comme enfants
--

Il semble nécessaire d'obtenir des engagements clairs des opérateurs, des hébergeurs, des éditeurs de site sur l'augmentation de leur niveau de modération (sur le modèle de la Charte des sites communautaires signée au niveau européen) et sur l'information publique et accessible qu'ils sont prêts à mettre en place sur leur site. Cette information doit être davantage accessible pour le public visé, enfants et parents, et pourrait prendre la forme de textes mais aussi de vidéos de formation pédagogiques, voire ludiques (jeux ludo-éducatifs) afin de toucher tous les publics. Toutes les problématiques mises en avant dans la définition de l'éducation aux médias seraient abordées, en les précisant en fonction du support. La Fondation pourrait travailler à des « briques » que les éditeurs pourraient reprendre sur leurs sites.

1/ Ces messages d'information ne devraient pas seulement être bien exposés sur les sites internet, ils devraient également être envoyés aux internautes lors de l'ouverture d'une adresse mail par tous les FAI et les hébergeurs de boîtes mail, ils doivent accompagner tout logiciel de contrôle parental, ils pourraient être présents lors de l'ouverture d'un blog ou d'un compte sur un hébergeur de vidéos. Un renvoi clair au portail de la Fondation serait présent.

2/ Les fournisseurs d'accès à internet pourraient participer, soit au travers de leur hotline, soit du financement de la ligne Net écoute famille, à l'accompagnement des parents pour l'installation de leur logiciel de contrôle parental et la découverte de ses fonctionnalités.

3/ L'effort d'information pourrait aussi concerner le signalement des contenus choquants ou incitant à des comportements à risque. Ces pages pourraient être accompagnées d'une vidéo de démonstration pour que leur usage soit facilité.

4/ S'agissant des jeux en ligne, un renvoi au site PédagoJeux pourrait être mis en place, ainsi qu'une information sur les risques entraînés par une pratique intensive.

5/ L'ensemble de ces messages de prévention, sous forme d'une Charte de bon usage, pourrait également être fourni lors de l'achat de tout équipement (télévision ou ordinateur), et lors de la vente, de la souscription de l'abonnement ou de l'installation.

Proposition n°14 : Développer les outils techniques de protection de l'enfance sur internet
--

Les techniques dites de « fingerprinting » (empreintes numériques) pourraient être utilisés pour reconnaître des programmes signalisés, notamment très violents ou pornographiques, et éviter qu'ils soient remis en ligne. Le « tatouage numérique » (« watermarking ») permettrait d'inscrire dans les vidéos des informations se rapportant à la signalétique jeunesse, permettant ainsi la continuité de la signalétique sur tous les supports. Le CSA, dans le cadre de ses nouvelles compétences de régulation des services audiovisuels à la demande, réfléchit à l'utilisation de ces technologies. Les sites de partage de vidéos pourraient également utiliser ces outils. Les logiciels de contrôle parental pourraient inclure la reconnaissance des données des vidéos et ainsi éviter leur visionnage par les enfants.

Le développement de ces techniques, ainsi que les outils développés par les hébergeurs de contenus sur internet, qu'il s'agisse d'outils de blocage, de filtrage des contenus pornographiques, très violents ou illicites, des logiciels de reconnaissance d'âge, de croisement de données,... pourrait être soutenus par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et l'Agence pour l'innovation industrielle (A2I).

Proposition n°15 : Faire de l'éducation aux médias la Grande cause nationale 2010
--